

Bureau de la présidente

Courriel : [acces.information@ctq.gouv.qc.ca](mailto:acces.information@ctq.gouv.qc.ca)

PAR COURRIEL

Montréal, le 8 février 2017

N/Réf. : 04-03-01/2017-02-03

**Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels<sup>1</sup>**

Madame,

Nous accusons réception de votre demande d'accès à l'information reçue le 6 février 2017.

L'entreprise Bow groupe de plomberie inc. est inscrite au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds de la Commission (ci-après le « Registre ») avec la mention satisfaisant- non audité. À ce sujet, nous vous invitons à consulter les données publiées au Registre sur le site Internet de la Commission, puisque celui-ci est public en vertu de nos lois.

Par ailleurs, nous vous informons ne pouvoir ni vous confirmer, ni vous infirmer si cette entreprise fait l'objet d'une plainte, d'une procédure ou d'un recours, puisque ces informations sont protégées en vertu de l'article 28 de la Loi sur l'accès dont le texte est reproduit en annexe.

De plus, compte tenu du rôle exercé par la Commission à titre de tribunal administratif, nous ne sommes également pas en mesure de vous confirmer la conformité de cette entreprise en regard des lois ou règlements dont la Commission est chargée de l'application.

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. A-2.1

Enfin, la Commission ne possède aucune juridiction en matière de délivrance de constats d'infraction.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La substitut à la responsable de  
l'accès aux documents et de la  
protection des renseignements  
personnels,

MJP/jd

Marie-Josée Persico, avocate

p. j. Demande de révision

## **Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information**

### **Pouvoir**

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

<b>QUÉBEC</b> Commission d'accès à l'information Bureau 1.10 575, rue Saint-Amable Québec (Québec) G1R 2G4  Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 418 529-3102	<b>MONTRÉAL</b> Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7  Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 514 844-6170
---	--

### **Motifs**

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

### **Délais**

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).